MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

COMITÉ NATIONAL DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

DIRECTION DE L'ECONOMIE/SECRETARIAT TECHNIQUE

N° 04-13 /CNPE/DE/ST

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail- Liberté-Patrie

CNPE-TOGO : RAPPORT DU 4ème TRIMESTRE 2013

UEMOA

Avril 2014

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION ---------- **3**

I. SECTEUR REEL ---------- **5**
I.1. Comptes nationaux ---------- 5
I.1.1. Evolution de l'offre globale ---------- 5
I.1.2. Evolution de la demande globale ---------- 13
I.2. Prix et inflation ---------- 15
I.3. Pluviométrie ---------- 17

II. FINANCES PUBLIQUES ---------- **19**
II.1. Recettes et dons ---------- 19
II.2. Dépenses et prêts nets ---------- 21
II.3. Soldes et financement ---------- 21

III. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS ---------- **22**
III.1. Commerce extérieur ---------- 22
III.1.1. Exportations ---------- 22
III.1.2. Importations ---------- 23
III.1.3. Balance commerciale ---------- 25
III.2. Balance des paiements ---------- 25
III.2.1. Estimations de la balance des paiements 2012 ---------- 25
III.2.2. Estimations de la balance des paiements 2013 ---------- 27

IV. SECTEUR MONETAIRE ---------- **28**
IV.1. Avoirs extérieurs nets ---------- 28
IV.2. Crédit intérieur ---------- 29
IV.2.1. Position nette du gouvernement ---------- 29
IV.2.2. Crédits à l'économie ---------- 29
IV.3. Masse monétaire ---------- 30

V. DETTE PUBLIQUE ---------- **30**
V.1. Dette extérieure ---------- 30
V.2. Dette intérieure ---------- 32

VI. ANALYSE DES CRITERES DU PACTE DE CONVERGENCE, DE sTABILITE, DE CROISSANCE ET DE SOLIDARITE -- **32**
VI.1. Critères de premier rang ---------- 33
VI.1.1. Solde budgétaire de base rapporté au PIB ---------- 33
VI.1.2. Taux d'inflation moyen ---------- 33
VI.1.3. Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal --- 33
VI.1.4. Non accumulation d'arriérés de paiements sur la période de la gestion courante ---------- 34
VI.2. Critères de deuxième rang ---------- 34
VI.2.1. Masse salariale sur recettes fiscales ---------- 34
VI.2.2. Investissements financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales ---------- 34
VI.2.3. Solde extérieur courant hors dons sur PIB ---------- 34
VI.2.4. Taux de pression fiscale ---------- 34

CONCLUSION ---------- **36**

INTRODUCTION

Au titre de l'année 2013, l'environnement économique international a été marqué par une lenteur dans la reprise économique dans la Zone euro, une décélération de la croissance aux Etats Unis et dans les pays émergents et en développement.

En effet, selon les prévisions effectuées par le Fonds Monétaire International (FMI) en octobre 2013, dans la Zone euro et aux Etats Unis, le taux de croissance s'est fixé respectivement à -0,4% et +1,6% contre -0,6% et +2,8% en 2012. Les économies des pays émergents et en développement ont connu une décélération (4,5% en 2013 contre 4,9% en 2012). On observe un redressement progressif de l'activité dans les pays industrialisés et un ralentissement dans les grands pays émergents.

Au total, la croissance de l'économie mondiale reste faible en 2013. Le taux de croissance est de 2,9%, en recul de 0,3 point par rapport à 2012. Cette croissance devrait s'améliorer en 2014. Elle serait de 3,6% en termes réels, soutenue par un regain de l'activité économique dans les pays avancés.

Au niveau de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), les économies[1] ont fait preuve de résilience face à la morosité de la conjoncture internationale. A la faveur de la poursuite de la mise en œuvre de politiques qui ont contribué à consolider la stabilité du cadre macroéconomique, la croissance serait maintenue à un niveau satisfaisant. Globalement, le produit intérieur brut de l'Union en volume augmenterait de 6,0% en 2013, en retrait de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2012.

En perspective, une accélération de l'activité économique au sein de l'Union est attendue au cours de l'année 2014. Le taux de croissance du PIB de l'Union, en termes réels, ressortirait à 7,0% en 2014, en raison du dynamisme des sous-secteurs de l'agriculture et des services. La croissance serait également soutenue par le regain d'activités dans le secteur secondaire, sous l'effet des performances des industries agro-alimentaires, des unités de production minières et des BTP.

Au plan national, l'activité économique a été marquée en 2013 par la poursuite de l'exécution des projets d'appui au secteur agricole à travers le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) et la mise en œuvre de la politique des grands travaux de renforcement des infrastructures économiques. Les nouvelles estimations du PIB[2] fixent le taux de croissance réel à 5,1% en 2013 contre 5,8% en 2012. Cette croissance est tirée par les secteurs secondaire et tertiaire.

Au niveau des finances publiques, les recettes totales de l'Etat sont en progression de 21,0% et les dépenses totales en hausse de 14,8% en 2013. Elles représentent respectivement 21,9% du PIB et 29,9% du PIB, contre 18,7% et 26,9% en 2012.

---

[1] «Perspectives économiques des Etats de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine en 2014», BCEAO, janvier 2014

[2] Comité PIB- avril 2014

Sur le plan monétaire, le crédit à l'économie et la masse monétaire à fin décembre 2013 progressent respectivement de 14,8% et 8,0% par rapport à fin décembre 2012.

S'agissant des comptes extérieurs, le solde courant de la balance des paiements est déficitaire de 181,4 milliards de FCFA, représentant -8,8% du PIB en 2013 contre respectivement -190,4 milliards de FCFA et -9,4% en 2012.

I. SECTEUR REEL

I.1. Comptes nationaux

I.1.1. Evolution de l'offre globale

I.1.1.1. Année 2013

L'activité économique a été marquée en 2013 par la poursuite de l'exécution des projets d'appui au secteur agricole à travers le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) et la mise en œuvre de la politique des grands travaux de renforcement des infrastructures économiques. Les nouvelles estimations du PIB[3] fixent le taux de croissance réel à 5,1% en 2013 contre 5,8% en 2012. Les prévisions initiales fixaient le taux de croissance à 5,6%. Cette croissance est tirée par les secteurs secondaire et tertiaire. En revanche, le secteur primaire a enregistré une croissance négative en raison du repli de la production vivrière et du coton en liaison avec une mauvaise pluviométrie au cours de la campagne agricole. La révision à la baisse des prévisions initiales de 5,6% de croissance en 2013 est essentiellement due aux baisses enregistrées au niveau des cultures vivrières, du coton et du clinker.

La situation des différentes composantes du PIB se présente comme suit :

TABLEAU 1.1 : Valeur ajoutée des secteurs

PIB A PRIX CONSTANTS (en milliards de FCFA)	2012	2013	Variation en %
Secteur primaire	372,8	370,8	-0,5
Secteur secondaire	260,1	273,2	5,0
Secteur tertiaire	386,5	425,8	10,2
Prod Imp services bancaires	-36,0	-47,2	30,9
VAB Branches non marchandes	119,6	131,4	9,9
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	102,4	93,0	-9,2
Droits et taxes à l'importation hors TVA	60,5	83,9	38,7
Produit Intérieur Brut (PIB)	1 265,9	1 331,0	5,1
Variation (%)	5,8	5,1	

Source : Données de PRECOMAT 2.0

[3] Comité PIB- avril 2014

La valeur ajoutée (VA) du secteur primaire baisse de 0,5% contre une hausse 5,7% en 2012. Sa contribution à la croissance est de -0,2% contre +1,7% en 2012. Cette mauvaise performance est liée à la baisse de la production agricole.

La situation des différentes branches se présente comme suit :

TABLEAU 1.2 : Valeur ajoutée des branches du secteur primaire			
(en milliards de FCFA)	**2012**	**2013**	**variation en (%)**
Secteur primaire	372,8	370,8	-0,5
Agriculture	241,8	233,3	-3,5
Cultures vivrières	192,6	186,0	-3,4
Cultures de rente	49,2	47,3	-3,9
Elevage	93,5	99,8	6,7
Forêt, pêche	37,5	37,7	0,7

Source : Données de PRECOMAT 2.0

La production vivrière régresse de 3,4% par rapport à 2012 et s'établit à 4.432,6 milliers de tonnes. Le manioc, le haricot, l'arachide et le mil et sorgho ont enregistré des augmentations en 2013. La hausse de la production de ces cultures a cependant été insuffisante pour contrebalancer le recul de la production des autres cultures telles que le maïs (-14,2%), l'igname (-16,7%) et le riz-paddy (-13,3%).

Les contreperformances réalisées dans la production céréalière s'expliquent globalement par les conditions agro-climatiques jugées insuffisantes qui ont contrarié les mesures prises par le Gouvernement afin de garantir la réussite de la campagne agricole notamment l'exécution de plusieurs projets d'appui au développement du secteur primaire à travers le PNIASA.

S'agissant des cultures de rente, leur valeur ajoutée est en régression de 3,9% contre une progression de 3,9% en 2012. Leur production s'établit à 150,2 milliers de tonnes, en baisse de 3,9% par rapport à 2012. La chute de la production du coton, victime des mauvaises conditions climatiques et dont la VA a connu une baisse de 13,4% explique cette évolution. Toutes les autres cultures sont en progression. La production du cacao a connu une augmentation de 8,0% par rapport à 2012, suivie du café (+7,3%), du palmiste (+6,0%) et des « autres » cultures (+5,0%).

La situation des différentes productions se présente comme suit :

TABLEAU 1.3 : Production agricole			
PRODUCTION VIVRIERE (en milliers de tonnes)			
	2012	**2013**	**Variation en (%)**
MANIOC	892,9	902,9	1,1
IGNAME	793,8	661,2	-16,7
MAIS	807,5	692,6	-14,2
MIL ET SORGHO	254,5	349,8	37,4
HARICOTS	100,2	116,6	16,4
ARACHIDE	31,9	43,2	35,3
RIZ PADDY	123,7	107,2	-13,3
AUTRES	1 585,5	1 559,1	-1,7
TOTAL	4 590,0	4 432,6	-3,4
PRODUCTION DE RENTE (en milliers de tonnes)			
	2012	**2013**	**Variation en (%)**
CAFE	10,2	11,0	7,3
CACAO	6,5	7,0	8,0
COTON	80,7	69,9	-13,4
PALMISTE	46,1	48,9	6,0
AUTRES	12,8	13,4	5,0
TOTAL	156,3	150,2	-3,9

Source : Données de PRECOMAT 2.0

La VA du secteur secondaire enregistre une hausse de 5,0% en 2013. Sa contribution à la croissance est de +1,0%, en relation avec une contribution à la croissance de +0,7% des BTP et de +0,2% des industries extractives.

Au niveau des industries extractives, il est noté une hausse de 5,9% de la valeur ajoutée contre 13,3% en 2012. La VA du clinker est en baisse de 19,1% contre une baisse de 5,3% en 2012 tandis que celle du phosphate a progressé de 12,1% contre une hausse de 24,9% en 2012 en liaison avec un regain de dynamisme du secteur consécutif aux efforts de rénovation du matériel de production à la mine entrepris par la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT). La production des industries extractives se présente comme suit :

TABLEAU 1.4 : Production des industries extractives			
(en millions de tonnes)	**2012**	**2013**	**Variation en (%)**
PHOSPHATE	1,1	1,2	8,1
CLINKER	1,2	0,9	-22,0
CIMENT	1,7	1,8	7,5

Source : Données de PRECOMAT 2.0

La VA des industries manufacturières est en hausse de 0,7%. La VA du chapitre **"Electricité, Eau et Gaz"** progresse de 3,5% contre 15,9% en 2012. La VA des **"BTP"** a connu une progression de 13,6% soutenue par la poursuite des travaux de renforcement et de réhabilitation des infrastructures de base.

La situation de la VA des différentes branches du secteur secondaire se présente comme suit :

TABLEAU 1.5 : Valeur ajoutée des branches du secteur secondaire			
(en milliards de FCFA)	**2012**	**2013**	**Variation en (%)**
Secteur secondaire	260,1	273,2	5,0
Industries extractives	39,9	42,3	5,9
Industries manufacturières	124,0	124,9	0,7
Electricité, Eau et Gaz	31,5	32,6	3,5
BTP	64,7	73,5	13,6

Source : Données de PRECOMAT 2.0

La VA du secteur tertiaire marchand est en hausse de 10,2%. Les différentes composantes ont évolué comme suit : **"Commerce"** (+9,7%), **"Transports, Entrepôts et Communications"** (+8,6%), **"Banques, Assurances"** (+10,3%) et **"Autres services marchands"** (+11,5%).

La contribution du secteur tertiaire à la croissance du PIB est de +3,1% en 2013, en liaison avec une contribution de +1,3% de la branche **« Autres services marchands »** et de +1,1% de la branche « **Commerce** »**.**

La VA des branches non marchandes est en hausse de 9,9% contre 0,9% en 2012.

La situation de la VA des différentes branches se présente comme suit :

TABLEAU 1.6 : Valeur ajoutée des branches du secteur tertiaire			
(en milliards de FCFA)	**2012**	**2013**	**Variation en (%)**
Secteur tertiaire	386,5	425,8	10,2
Commerce	139,7	153,2	9,7
Transport, Entrepôts et Communications	82,3	89,4	8,6
Banques, Assurances	26,8	29,6	10,3
Autres services marchands	137,8	153,6	11,5
Prod imp services bancaires	-36,0	-47,2	30,9
VA BRANCHES NON MARCHANDES	119,6	131,4	9,9
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	102,4	93,0	-9,2
Droits et taxes à l'importation hors TVA	60,5	83,9	38,7

Source : Données de PRECOMAT 2.0

Le PIB nominal en 2013 est de 2.054,3 milliards de FCFA, en augmentation de 3,3% par rapport à 2012. L'indice du déflateur du PIB est en régression de 1,8% par rapport à 2012 et s'explique par les baisses de prix des produits vivriers et du phosphate.

Le PIB nominal par habitant passe de 303.836,7 FCFA en 2012 à 305.076,2 FCFA en 2013.

I.1.1.2. Année 2014

En 2014, l'activité économique évoluerait dans un environnement national marqué par la poursuite de l'exécution des projets du PNIASA et le renforcement des infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires. En effet, les investissements privés, notamment ceux qui financent l'accroissement de la capacité du Port Autonome de Lomé et la construction de la nouvelle aérogare à l'aéroport international GNASSINGBE Eyadema se poursuivront en 2014. Il est également prévu une progression des investissements publics dans le Budget 2014. Ces investissements qui profiteraient aux BTP et à ses industries connexes constituent des sources additionnelles de croissance, sans oublier les exportations.

La progression de la production des cultures de rente est envisagée tout comme celle du phosphate qui augmenterait grâce au regain de dynamisme constaté dans ce secteur suite aux efforts de rénovation des équipements de production entrepris par la SNPT.

Au regard de ces hypothèses, le taux de croissance du PIB réel passerait de 5,1% en 2013 à 6,0% en 2014. Le secteur primaire et le secteur secondaire seraient les principales sources de cette croissance. Le secteur primaire connaîtrait un effet de rattrapage sous l'hypothèse de conditions climatiques plus favorables qu'en 2013.

La réalisation de cette performance reste donc liée à la maîtrise du principal facteur de risque qu'est la vulnérabilité du Togo aux aléas climatiques et aux chocs exogènes extérieurs. La mise en place de mesures visant à renforcer l'offre d'énergie électrique demeure également un défi important à relever.

La situation des différentes composantes du PIB se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.1 : Valeur ajoutée des secteurs			
PIB A PRIX CONSTANTS (en milliards de FCFA)	**2013**	**2014**	**Variation en %**
Secteur primaire	370,8	392,5	5,9
Secteur secondaire	273,2	289,1	5,8
Secteur tertiaire	425,8	436,3	2,5
Prod Imp services bancaires	-47,2	-56,6	20,0
VA Branches non marchandes	131,4	133,8	1,8
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	93,0	109,6	17,8
Droits et taxes à l'importation hors TVA	83,9	105,7	26,0
Produit Intérieur Brut (PIB)	1 331,0	1 410,4	6,0
Variation (%)	5,1	6,0	

Source : Données de PRECOMAT 2.0

Le taux de croissance du secteur primaire serait de 5,9% contre -0,5% en 2013. La VA des cultures vivrières progresserait de 3,9% contre une régression de 3,4% en 2013 et celle des cultures de rente serait en hausse de 15,9% contre une baisse de 3,9% en 2013 impulsée par le coton (+25,0%), le café (+16,0%) et le cacao (+16,0%).

La situation des différentes branches se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.2 : Valeur ajoutée des branches du secteur primaire			
(en milliards de FCFA)	**2013**	**2014**	**Variation en (%)**
Secteur primaire	370,8	392,5	5,9
Agriculture	233,3	248,0	6,3
Cultures vivrières	186,0	193,2	3,9
Cultures de rente	47,3	54,8	15,9
Elevage	99,8	106,6	6,8
Forêt, pêche	37,7	38,0	0,7

Source : Données de PRECOMAT 2.0

Au niveau de la branche "Agriculture", la production des cultures vivrières augmenterait de 3,9% et la production des cultures de rente serait en hausse de 16,0% avec une progression attendue du coton de 25,0%.

La production des différentes cultures se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.3 : Production agricole			
PRODUCTION VIVRIERE (en milliers de tonnes)			
	2013	**2014**	**Variation en (%)**
MANIOC	902,9	939,0	4,0
IGNAME	661,2	687,6	4,0
MAIS	692,6	720,3	4,0
MIL ET SORGHO	349,8	363,7	4,0
HARICOTS	116,6	118,9	2,0
ARACHIDE	43,2	44,1	2,0
RIZ PADDY	107,2	111,5	4,0
AUTRES	1 559,1	1 619,8	3,9
TOTAL	4 432,6	4 605,0	3,9
PRODUCTION DE RENTE (en milliers de tonnes)			
	2013	**2014**	**Variation en (%)**
CAFE	11,0	12,7	16,0
CACAO	7,0	8,1	16,0
COTON	69,9	87,3	25,0
PALMISTE	48,9	51,9	6,0
AUTRES	13,4	14,1	5,0
TOTAL	150,2	174,2	16,0

Source : Données de PRECOMAT 2.0

La VA du secteur secondaire progresserait de 5,8% contre une hausse de 5,0% en 2013.

La VA des industries extractives serait en hausse de 11,0% contre 5,9% en 2013, en relation avec une progression de 11,8% attendue du phosphate. La situation des productions des industries extractives se présenterait comme suit:

TABLEAU 2.4 : Production des industries extractives			
(en millions de tonnes)	**2013**	**2014**	**Variation en (%)**
PHOSPHATE	1,2	1,4	15,0
CLINKER	0,9	1,0	10,0
CIMENT	1,8	2,1	15,0

Source : Données de PRECOMAT 2.0

Les industries manufacturières verraient en 2014 leur VA progresser de 3,6% contre 0,7% en 2013. Les VA des chapitres **"Electricité, Eau et Gaz"** et **"BTP"** connaîtraient un accroissement respectivement de 7,0% et 6,2%.

La situation des différentes branches se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.5 : Valeur ajoutée des branches du secteur secondaire			
(en milliards de FCFA)	**2013**	**2014**	**Variation en %**
Secteur secondaire	273,2	289,1	5,8
Industries extractives	42,3	46,9	11,0
Industries manufacturières	124,9	129,3	3,6
Electricité, Eau et Gaz	32,6	34,8	7,0
BTP	73,5	78,0	6,2

Source : Données de PRECOMAT 2.0

Le secteur tertiaire marchand augmenterait de 2,5% contre une progression de 10,2% en 2013. Cette évolution s'expliquerait par la croissance de l'activité au niveau du **« Commerce »** (+4,7%), du **«Transport, Entrepôts et Communications »** (+0,9%) et des **« Banques, Assurances »** (+9,4%).

La VA des branches non marchandes augmenterait de 1,8%. Les **« Services domestiques »**, les **« loyers imputés »** et les **« services publics »** progresseraient respectivement de 1,1%, 3,0% et 1,4%.

La situation des différentes branches se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.6 : Valeur ajoutée des branches du secteur tertiaire			
(en milliards de FCFA)	**2013**	**2014**	**Variation en (%)**
Secteur tertiaire	425,8	436,3	2,5
Commerce	153,2	160,3	4,7
Transport, Entrepôts et Communications	89,4	90,2	0,9
Banques, Assurances	29,6	32,4	9,4
Autres services marchands	153,6	153,4	-0,2
Prod imp services bancaires	-47,2	-56,6	20,0
VAB BRANCHES NON MARCHANDES	131,4	133,8	1,8
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	93,0	109,6	17,8
Droits et taxes à l'importation hors TVA	83,9	105,7	26,0

Source : Données de PRECOMAT 2.0

La contribution des différentes composantes du PIB réel à la croissance en 2014 se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.7 : CONTRIBUTION A LA CROISSANCE (en %)			
	2012	**2013**	**2014**
Secteur primaire	1,7	-0,2	1,6
Secteur secondaire	2,5	1,0	1,2
Secteur tertiaire	-3,6	3,1	0,8
Prod imp services bancaires	3,6	-0,9	-0,7
VAB BRANCHES NON MARCHANDES	0,1	0,9	0,2
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	1,0	-0,7	1,2
Droits et taxes à l'importation hors	0,5	1,8	1,6
Produit Intérieur Brut (PIB)	5,8	5,1	6,0
Cohérence	0,0	0,0	0,0

Source : Données de PRECOMAT 2.0

Le PIB nominal en 2014 se situerait à 2.221,7 milliards de FCFA, en hausse de 8,2%. L'indice du déflateur du PIB progresserait de 2,1%.

Le PIB nominal par habitant passerait de 305.076,2 FCFA en 2013 à 320.828,7 FCFA en 2014.

I.1.2. Evolution de la demande globale

I.1.2.1. Année 2013

En 2013, la croissance de 5,1% du PIB du côté de la demande est essentiellement portée par la consommation finale et l'investissement privé.

La consommation finale globale en 2013 se chiffre à 2.007,5 milliards de FCFA contre 1.921,0 milliards de FCFA en 2012, soit une progression de 4,5%. Elle a représenté 97,7% du PIB contre 96,6% en 2012 impulsée par la consommation privée qui représente 82,5% du PIB. La part de la consommation publique dans le PIB est de 15,2% contre 12,8% en 2012.

Les investissements ont enregistré une hausse de 0,4% par rapport à leur niveau de 2012 et se chiffrent à 478,3 milliards de FCFA. Le niveau des investissements publics est en baisse de 7,4% en passant de 175,4 milliards de FCFA en 2012 à 162,6 milliards de FCFA en 2013. Le taux d'investissement est ainsi passé de 24,0% en 2012 à 23,3% en 2013. Cette contraction s'explique par un repli de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) publique suite à une exécution à 70,0% du programme d'investissement public, toutes choses égales par ailleurs. En revanche, la part relative de la FBCF privée est passée de 15,1% en 2012 à 15,4% en 2013 en liaison

notamment avec les investissements réalisés au Port Autonome de Lomé et à l'Aéroport International GNASSINGBE Eyadema.

S'agissant des échanges extérieurs, les exportations de biens et services sont passées de 861,0 milliards de FCFA en 2012 à 950,1 milliards de FCFA en 2013, en augmentation de 10,4%. Les importations enregistrent une hausse de 8,9% et s'établissent à 1.382,7 milliards de FCFA.

En somme, la demande intérieure a représenté 121,1% du PIB en 2013 contre 120,6% en 2012. La demande extérieure est marquée par une progression de la propension moyenne à exporter les biens et services et de la propension moyenne à importer qui passent respectivement de 43,3% et 63,8% en 2012 à 46,2% et 67,3% en 2013.

TABLEAU 2.8 : EQUILIBRE RESSOURCES – EMPLOIS

(% PIB)	2012	2013	2014
Consommation finale	96,6	97,7	95,9
Privée	83,8	82,5	80,7
Publique	12,8	15,2	15,2
Formation brute de capital fixe	23,9	23,3	23,4
Privé	15,1	15,4	15,2
Publique	8,8	7,9	8,2
Variation des stocks	0,1	0,1	-0,2
Exportations de biens et services	43,3	46,2	44,5
Importations de biens et services	63,8	67,3	63,7
Demande intérieure	120,6	121,1	119,1
Investissements	24,0	23,3	23,2

Source : Données de PRECOMAT 2.0

I.1.2.2. Année 2014

En 2014, la consommation finale représenterait 95,9% du PIB contre 97,7% en 2013 impulsée par la consommation privée qui représenterait 80,7% du PIB. La part de la consommation publique dans le PIB serait de 15,2% tout comme en 2013.

En ce qui concerne le taux d'investissement, il passerait de 23,3% en 2013 à 23,2% en 2014 en relation avec le recul de la FBCF privée dont la part relative serait de 15,2% contre 15,4% en 2013. La FBCF publique s'établirait à 8,2% du PIB contre 7,9% en 2013.

Au niveau des échanges extérieurs, les exportations de biens et services connaîtraient une hausse de 4,1% en passant de 950,1 milliards de FCFA en 2013 à 989,3 milliards de FCFA en 2014. De même, les importations de biens et services

enregistreraient une progression de 2,3% et se chiffreraient à 1.414,7 milliards de FCFA.

En somme, la demande intérieure représenterait 119,1% du PIB en 2014 contre 121,1% en 2013. Du côté de la demande extérieure, la propension moyenne à exporter les biens et services et la propension moyenne à importer seraient respectivement de 44,5% et 63,7%.

La contribution des emplois à la croissance de 5,1% du PIB en 2014 se présente comme suit :

TABLEAU 2.9 : Contributions des emplois du PIB à la croissance

en %	2012	2013	2014
PIB aux prix du marché	5,8	5,1	6,0
exportations de b. et s. nettes	0,4	-12,6	-0,4
Consommation finale	-0,2	17,2	3,5
Privée	-2,5	13,1	3,7
Publique	2,3	4,1	-0,2
Formation brute de capital fixe	12,1	-0,1	-0,1
Privé	9,9	0,9	0,7
Publique	2,2	-1,0	-0,7
Variation des stocks	-6,5	0,6	2,9
Cohérence	5,8	5,1	6,0

Source : Données de PRECOMAT 2.0

I.2. Prix et inflation

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) base 100 en 2008 s'établit au quatrième trimestre 2013 à 112,6 contre 113,5 au troisième trimestre 2013, soit une baisse de 0,8%. L'IHPC s'établit en décembre 2013 à 112,5, en baisse de 0,5% par rapport au mois correspondant de l'année 2012.

La moyenne des indices du quatrième trimestre 2013 est en hausse de 0,3% par rapport au quatrième trimestre 2012. Cette évolution provient de l'augmentation des prix au niveau de toutes les fonctions à l'exception de ***« Produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles », « Transports » et « Loisirs et culture »*** qui ont régressé respectivement de 3,2%, 0,7%, 2,0% et 2,3%.

Les douze fonctions de l'indice ont évolué comme suit :

- ***Produits alimentaires et boissons non alcoolisées*** : -3,2%

- **Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants** : 0,6%
- **Articles d'habillement et chaussures** : 1,5%
- **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** : -0,7%
- **Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer** : 2,1%
- **Santé** : 0,2%
- **Transports** : -2,0%
- **Communications** : 4,1%
- **Loisirs et culture** : -2,3%
- **Enseignement** : 2,5%
- **Restaurants et hôtels** : 5,6%
- **Biens et services divers** : 4,6%.

Le groupe ***« Produits alimentaires »*** avec une pondération de 27,79% a augmenté de 3,4% tandis que le groupe ***« Boissons non alcoolisées »*** a progressé de 0,1% avec une pondération de 0,88%. Au niveau du groupe ***« Produits alimentaires »***, les sous-groupes ***« Pain et céréales »***, ***« Viande »***, ***« Poissons et fruits de mer », « Huiles et graisses », « Légumes »*** et ***« Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a »*** ont régressé respectivement de 3,9%, 0,1%, 0,3%, 6,0%, 6,7% et 0,9%. Le sous-groupe ***« Tubercules et plantains »*** est en hausse de 1,2%.

La moyenne de l'IHPC de l'année 2013 se chiffre à 113,8 contre 111,8 en 2012, soit une hausse de 1,8%. Cette progression résulte essentiellement de la hausse des prix observée au niveau des fonctions « ***Produits alimentaires et boissons non alcoolisées », «Logement, eau, gaz, électricité, et autres combustibles»***, **« Communications », « Enseignement », « Restaurants et hôtels »** et ***«Biens et services divers»*** pour respectivement 0,6%, 2,0%, 3,2%, 4,1%, 5,2% et 5,0%.

Les douze fonctions ont évolué comme suit :

- ***Produits alimentaires et boissons non alcoolisées*** : 0,6%
- **Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants** : 1,8%
- **Articles d'habillement et chaussures** : 1,7%
- **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** : 2,0%
- **Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer** : 1,7%
- **Santé** : -1,6%
- **Transports** : -0,6%
- **Communications** : 3,2%

- **Loisirs et culture** : -1,9%
- **Enseignement** : 4,1%
- **Restaurants et hôtels** : 5,2%
- **Biens et services divers** : 5,0%.

Le groupe ***« Produits alimentaires »***, avec une pondération de 27,79% a augmenté de 0,6% et le groupe ***« Boissons non alcoolisées »*** a progressé de 1,1% avec une pondération de 0,88%. Au niveau du groupe ***« Produits alimentaires »***, les sous-groupes, ***« Viande »***, ***« Poissons et fruits de mer », « Légumes », « Tubercules, et plantains »*** et ***« Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a »*** ont progressé respectivement de 1,6%, 4,4%, 3,4%, 5,0% et 3,3% tandis que les sous-groupes ***« Pain et céréales » et « Huiles et graisses »*** sont en baisse respectivement de 2,6% et 2,9%.

Au terme des douze mois de 2013, les douze fonctions ont contribué à l'inflation de 1,8% comme suit :

- ***Produits alimentaires et boissons non alcoolisées*** : +0,18%
- ***Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants*** : +0,01%
- ***Articles d'habillement et chaussures*** : +0,14%
- ***Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles*** : +0,22%
- ***Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer*** : +0,06%
- ***Santé*** : -0,06%
- ***Transports*** : -0,08%
- ***Communications*** : +0,19%
- ***Loisirs et culture*** : -0,04%
- ***Enseignement*** : +0,08%
- ***Restaurants et hôtels*** : +0,82%
- ***Biens et services divers*** : +0,29%.

I.3. Pluviométrie

Au cours du quatrième trimestre 2013, la pluviométrie moyenne relevée sur dix stations par la Direction de la Météorologie Nationale est de 128,4 mm en 15 jours

contre 195,7 mm en 17 jours au quatrième trimestre 2012, soit une baisse de 34,4% pour la quantité. Cette baisse s'explique par la rareté des pluies au cours des mois d'octobre et de décembre où les quantités moyennes de pluies enregistrées ont baissé respectivement de 40,4% et 60,6% par rapport aux mêmes périodes de 2012.

La situation par station se présente comme suit :

- Lomé : 35,6 mm, soit une variation de -75,0% ;
- Tabligbo : 199,2 mm, soit une variation de +13,8% ;
- Atakpamé : 160,8 mm, soit une variation de +32,7% ;
- Kouma-Konda : 213,2 mm, soit une variation de -41,7% ;
- Sotouboua : 127,4 mm, soit une variation de +72,4% ;
- Sokodé : 121,1 mm, soit une variation de -7,0% ;
- Kara : 109,7 mm, soit une variation de -55,0% ;
- Niamtougou : 212,4 mm, soit une variation de -48,4% ;
- Mango : 56,4 mm, soit une variation de -68,0% ;
- Dapaong : 47,8 mm, soit une variation de -59,0%.

Sur les douze mois de 2013, la pluviométrie moyenne relevée sur les dix stations par la Direction de la Météorologie Nationale est de 1.124,9 mm en 98 jours contre 1.257,0 mm en 105 jours, soit une baisse de 10,5% pour la quantité.

La situation par station se présente comme suit :

- Lomé : 700,0 mm, soit une variation de -18,5% ;
- Tabligbo : 873,7 mm, soit une variation de -10,6% ;
- Atakpamé : 1.229,1 mm, soit une variation de +1,5% ;
- Kouma-Konda : 1.429,3 mm, soit une variation de -20,9% ;
- Sotouboua : 1.160,3 mm, soit une variation de +20,4% ;
- Sokodé : 1.160,8 mm, soit une variation de -14,4% ;
- Kara : 1.202,0 mm, soit une variation de -15,8% ;
- Niamtougou : 1.176,2 mm, soit une variation de -27,9% ;
- Mango : 933,8 mm, soit une variation de -26,0% ;
- Dapaong : 1.383,6 mm, soit une variation de +28,7%.

II. FINANCES PUBLIQUES

L'exécution des opérations financières de l'Etat au titre de l'année 2013, comparativement à 2012, est caractérisée par :

- un accroissement de 24,6% des recettes totales et dons ;
- une progression de 12,4% des dépenses totales et prêts nets ;
- une baisse de 7,4% des dépenses d'investissement ;
- un solde global base caisse de -93,1 milliards de FCFA contre -127,0 milliards de FCFA un an plus tôt.

II.1. Recettes et dons

Au titre de l'année 2013, les recettes de l'Etat ont atteint 449,0 milliards de FCFA, en progression de 20,9% par rapport à 2012, grâce à la bonne performance des recettes fiscales et non fiscales.

Les recettes fiscales sont en hausse de 22,9% et s'établissent à 402,9 milliards de FCFA, évolution impulsée par les "**impôts sur les revenus et les bénéfices**" (+39,7%) et les "**impôts sur le commerce extérieur**" (+71,2%) pour des montants respectifs de 88,7 milliards de FCFA et 134,7 milliards de FCFA. Les performances enregistrées s'expliquent par les différentes réformes engagées au niveau des régies financières.

A fin décembre 2013, les recouvrements fiscaux de la Direction Générale des Impôts (DGI) ont atteint 170,3 milliards de FCFA, en augmentation de 12,9% par rapport à 2012. En termes de réalisation, ils représentent 107,2% des prévisions annuelles.

Cette performance de la DGI s'explique par :

- l'élargissement de l'assiette de l'impôt suite aux transferts de certains dossiers : du régime de la TPU vers le régime du réel simplifié, du régime du réel simplifié vers le régime du réel normal, des centres vers des services mieux organisés (DGE, DPME) ;
- le renforcement du contrôle fiscal (contrôle sur pièces et vérification de comptabilité) ;
- la bonne coordination entre les services d'assiette et ceux du recouvrement ;
- le meilleur suivi des recouvrements, la détection automatique des défaillants et les relances régulières ;
- les nouvelles mesures contenues dans la loi de finances 2013 : modifiant les taux applicables par branche d'activités, aux chiffres d'affaires ou à la valeur des produits servant au calcul de la taxe professionnelle, fixant un taux unique d'Impôt sur les Sociétés (29%), fixant un taux de 1% du chiffre d'affaires pour l'impôt minimum forfaitaire en remplacement des dispositions du barème des impôts ;

- les efforts de sensibilisation et la vulgarisation des lois de finances.

Les contributions indirectes liquidées par l'Administration des Douanes se chiffrent à 232,5 milliards de FCFA pour 205,1 milliards de FCFA prévu au titre du Collectif Budgétaire, soit un taux d'exécution de 113,4%. Comparativement à 2012, cette réalisation est en progression de 31,4%.

Cette performance de la Direction Générale des Douanes s'expliquent par :

- la mise en place d'un nouveau dispositif de surveillance et de contrôle dans les magasins et aires de dédouanement (MAD) pour lutter contre la fraude et élargir l'assiette fiscale ;
- l'informatisation des transferts des marchandises en MAD par l'émission d'une déclaration de régime DS7 et la localisation informatisée des marchandises transférées en MAD ;
- le suivi de la comptabilité matière dans les MAD par les agents du bureau de douanes de Lomé-Port ;
- les actions conjointes menées par l'Administration des Douanes et des Impôts pour progressivement éliminer les occasionnels. A cet effet, des notes de services et décisions ont été prises et appliquées dans le système SYDONIA++ dès le 1er Septembre 2012 ;
- le paramétrage des programmes informatiques en cours pour lutter contre les exonérations indues pour permettre une comptabilisation idoine des manques à gagner conformément aux directives de l'UEMOA en matière de comptabilité publique ;
- l'extension de SYDONIA++ à tous les services centraux et extérieurs ;
- l'adaptation de la législation et de la réglementation au nouveau contexte régional et international ;
- la mise en place d'un partenariat et d'un cadre permanent de discussion avec tous les opérateurs économiques ;
- le renforcement du contrôle a posteriori et de la lutte contre la fraude ;
- la mise en place d'une Direction du contrôle des services en charge des audits internes des unités douanières ;
- l'adoption et l'application d'un code d'éthique et de bonne conduite avec divulgation suivie de sensibilisation par l'arrêté N°173/MEF/SG/DGD et l'arrêté N°174/MEF/SG/DGD du 09 Juillet 2010 relatif à la composition et au fonctionnement du conseil de discipline de l'Administration des Douanes pour lutter contre la corruption.

Au terme de l'année 2013, les recettes non fiscales s'élèvent à 46,1 milliards de FCFA contre 43,8 milliards de FCFA douze mois plus tôt, soit une hausse de 5,3%.

Les dons mobilisés au cours de l'année 2013 sont en progression de 53,1% et se chiffrent à 73,5 milliards de FCFA contre 48,0 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette

hausse est imputable aux dons en capital qui se sont accrus de 98,1% en passant de 31,7 milliards de FCFA en 2012 à 62,8 milliards de FCFA un an plus tard.

II.2. Dépenses et prêts nets

Les dépenses totales et prêts nets se chiffrent à 601,3 milliards de FCFA en 2013, en progression de 12,4% par rapport à 2012, sous l'impulsion des dépenses courantes.

Les dépenses courantes sont ressorties à 439,5 milliards de FCFA, en hausse de 22,2% par rapport à 2012. Cette hausse est due à l'effet cumulé de la progression des "**salaires et traitements**" (+8,5%), des "**transferts et subventions**" (+25,0%) et des "**autres dépenses courantes**" (+33,2%).

Les dépenses de personnel (salaires et traitements) sont estimées à 130,6 milliards de FCFA pour une prévision de 136,0 milliards de FCFA au titre du Collectif Budgétaire, soit un taux d'exécution de 96,0%. Ceci s'explique notamment par la non réalisation des dépenses prévues pour des recrutements au niveau du Ministère de la Santé, du Ministère chargé de l'Education et de la Police Nationale.

Les transferts et subventions se chiffrent à 147,2 milliards de FCFA contre un montant de 117,8 milliards de FCFA en 2012.

Au titre des autres dépenses, les "matières fournitures" sont en progression de 34,3% et s'élèvent à 129,5 milliards de FCFA. Les intérêts dus au titre de la dette publique ont atteint un montant de 21,4 milliards de FCFA contre 18,6 milliards de FCFA à fin décembre 2012.

A fin décembre 2013, les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur de 162,2 milliards de FCFA contre 175,1 milliards de FCFA un an auparavant, soit un recul de 7,4% en liaison avec la régression des dépenses en capital sur financement tant interne qu'externe respectivement de 13,1% et 3,5%.

II.3. Soldes et financement

Au terme de l'année 2013, le **"solde budgétaire de base"** est ressorti à -52,1 milliards de FCFA contre -59,0 milliards de FCFA un an plus tôt.

Le **"solde global"** (dons inclus) est de -78,8 milliards de FCFA contre -115,5 milliards de FCFA à fin décembre 2012.

Avec la variation des arriérés de paiements de -14,3 milliards de FCFA, le **"solde global base caisse"** (dons inclus) se chiffre à -93,1 milliards de FCFA contre -127,0 milliards de FCFA à la fin des douze mois de 2012.

Ce solde global base caisse a été financé par des ressources intérieures pour un montant de 79,6 milliards de FCFA et des ressources extérieures hors dons s'élevant à 20,4 milliards de FCFA.

Le financement intérieur estimé à 79,6 milliards de FCFA provient du :

- **secteur bancaire** pour un montant de 36,6 milliards de FCFA. Il est composé essentiellement d'une augmentation des dépôts à la BCEAO et dans les banques commerciales respectivement de 33,0 milliards de FCFA et 14,7 milliards de FCFA, d'un remboursement de prêt FMI (allocations DTS et concours au titre du programme) d'un montant de 5,8 milliards de FCFA et d'une avance nette des banques commerciales de 17,7 milliards de FCFA ;

- **secteur non bancaire** pour un montant de 116,2 milliards de FCFA. Il est composé essentiellement des restes à payer de 58,0 milliards de FCFA, des paiements au titre de la période complémentaire de 29,3 milliards de FCFA, des souscriptions nettes au titre des bons du trésor de 50,9 milliards de FCFA, des souscriptions au titre de deux emprunts obligataires pour un montant de 37,5 milliards de FCFA au mois d'août et 28,0 milliards de FCFA au mois de novembre. Les remboursements au titre de l'amortissement des emprunts obligataires passés se chiffrent à 21,4 milliards de FCFA. On note également dans le financement intérieur non bancaire des remboursements au titre de la titrisation des créances compromises des banques de 12,6 milliards de FCFA et des ventes d'actif (privatisation des banques) de 11,7 milliards de FCFA correspondant à la privatisation de la BTD et de la BIA-Togo.

Le financement extérieur hors dons est évalué à 20,4 milliards de FCFA. Il s'agit essentiellement des emprunts (37,8 milliards de FCFA) et de l'amortissement au titre du principal de la dette extérieure qui se chiffre à 17,4 milliards de FCFA avec une non accumulation d'arriérés de paiement du principal de la dette extérieure.

III. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

III.1. Commerce extérieur

En 2013, les échanges commerciaux comparés à l'année 2012, sont caractérisés par une progression des exportations et des importations en valeur et une aggravation du déficit commercial.

III.1.1. Exportations

Au titre de l'année 2013, les exportations s'élèvent à 495,9 milliards de FCFA pour une quantité de 3.363.937,8 tonnes contre 460,8 milliards de FCFA pour une quantité de 2.189.607,8 tonnes en 2012, soit un accroissement de 7,6% en valeur.

En 2013, les « ciments non pulvérisés dits "clinkers", même colorés » sont le premier produit d'exportation du Togo avec une valeur de 43,5 milliards de FCFA pour une quantité de 1.030.000,0 tonnes, soit une part relative de 8,8% de la valeur totale

des exportations contre respectivement 38,6 milliards de FCFA, 950.010,0 tonnes et 8,4% un an plus tôt.

Les « ciments portland autres que blancs » sont le deuxième produit d'exportation du Togo avec 38,6 milliards de FCFA contre 33,8 milliards de FCFA en 2012.

Les « bateaux-phares ; docks flottants ; plates-formes de forage : autres à usage technique » sont le troisième produit d'exportation avec 37,9 milliards de FCFA, soit une part relative de 7,6% contre respectivement 24,1 milliards de FCFA et 5,2% un an plus tôt.

Au titre de l'année 2013, le Burkina Faso est le premier client du Togo avec 94,0 milliards de FCFA pour une quantité de 1.161.721,2 tonnes, contre 77,3 milliards de FCFA pour une quantité de 1.023.747,9 tonnes en 2012.

Les exportations à destination de ce pays portent essentiellement sur les « ciments non pulvérisés dits "clinkers", même colorés », les « ciments portland autres que blancs » et les « autres engrais minéraux ou chimiques, n.d.c.a ».

Le Burkina Faso est suivi du Bénin avec 59,3 milliards de FCFA pour une quantité de 284.183,1 tonnes contre respectivement 56,4 milliards de FCFA et 254.668,7 tonnes un an plus tôt. Le Ghana est le troisième client du Togo avec 56,6 milliards de FCFA pour une quantité de 349.966,4 tonnes contre respectivement 21,7 milliards de FCFA et 71.672,9 tonnes.

Les exportations togolaises vers les Etats membres de l'UEMOA s'établissent à 234,1 milliards de FCFA en 2013 contre 212,0 milliards de FCFA en 2012 pour des quantités respectives de 1.870.238,1 tonnes et 1.684.168,6 tonnes.

Le Burkina Faso, le Bénin et le Niger sont respectivement premier, deuxième et troisième clients UEMOA du Togo. Les exportations vers ces trois pays sont respectivement de 94,0 milliards de FCFA, 59,3 milliards de FCFA et 53,3 milliards de FCFA.

Le Togo a exporté pour une valeur totale de 344,6 milliards de FCFA vers les Etats membres de la CEDEAO pour une quantité de 2.321.022,1 tonnes contre respectivement 282,9 milliards de FCFA et 1.851.558,6 tonnes un an auparavant.

III.1.2. Importations

Les importations c.a.f. du Togo au cours de l'année 2013 ont progressé de 15,7% en valeur par rapport à l'année 2012 et se chiffrent à 985,1 milliards de FCFA contre 851,2 milliards de FCFA un an plus tôt. Le poids des importations togolaises s'élèvent à 3.752.747,4 tonnes en 2013 contre 3.299.584,7 tonnes en 2012.

Le « super carburant » est le premier produit d'importation avec 70,1 milliards de FCFA, en hausse de 66,0% par rapport à l'année 2012.

Les « huiles lourdes à l'exclusion des huiles lubrifiantes : gas-oil » sont le deuxième produit d'importation du Togo avec 64,0 milliards de FCFA pour 130.974,7 tonnes contre respectivement 57,4 milliards de FCFA et 116.553,3 tonnes en 2012.

Les « ciments non pulvérisés dits "clinkers", même colorés » sont le troisième produit d'importation avec 52,8 milliards de FCFA pour une quantité de 1.332.273,2 tonnes, soit une part relative de 5,4% contre respectivement 46,4 milliards de FCFA, 1.141.424,9 tonnes et 5,4% un an plus tôt.

Du côté des fournisseurs, la Chine est le premier fournisseur du Togo avec 154,7 milliards de FCFA pour une part relative de 15,7% de la valeur des importations contre respectivement 117,0 milliards de FCFA et 13,7% en 2012.

Les importations en provenance de ce partenaire portent essentiellement sur les « autres tissus de coton couleur, 85%, 200 g/m^2 ou moins », les « autres motocycles excédant 50 cm^3 mais n'excédant pas 250 cm^3 » et les « autres conducteurs électriques pour tension excédant 1000 volts ».

La Chine est suivie de la France avec 75,9 milliards de FCFA pour une quantité de 106.794,7 tonnes, soit 7,7% de la valeur totale des importations contre respectivement 80,2 milliards de FCFA, 116.823,1 tonnes et 9,4% en 2012.

Les Pays-Bas sont le troisième fournisseur du Togo avec 72,8 milliards de FCFA et 111.061,8 tonnes contre respectivement 29,1 milliards de FCFA et 50.495,7 tonnes un an plus tôt.

Les importations du Togo en provenance des Etats membres de l'UEMOA au cours de l'année 2013 sont de 45,3 milliards de FCFA, en augmentation de 15,2% par rapport à l'année 2012. Cette progression s'explique par la hausse en valeur des importations togolaises en provenance de tous les Etats de l'Union à l'exception de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Burkina Faso.

La Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau sont respectivement premier et deuxième fournisseurs du Togo avec respectivement 25,3 milliards de FCFA et 7,4 milliards de FCFA contre respectivement 25,7 milliards de FCFA et 2,8 milliards de FCFA en 2012.

Les importations provenant de la Côte d'Ivoire ont porté principalement sur le « super carburant », les « cigarettes contenant du tabac » et les « huiles moyennes : pétrole lampant ».

Les importations en provenance de la CEDEAO ont progressé de 16,8% en se fixant à 100,6 milliards de FCFA au cours de l'année 2013.

Le Ghana est le premier fournisseur du Togo dans la Communauté pour une valeur de 46,8 milliards de FCFA contre 36,5 milliards de FCFA en 2012.

Les achats en provenance du Ghana ont porté essentiellement sur les « parties des machines de sondage ou forage des n 8430.41 et 8430.49 », les « autres huiles lubrifiantes destinées à être mélangées » et les « butanes liquéfiés ».

III.1.3. Balance commerciale

Au titre de l'année 2013, le déficit commercial du Togo avec l'ensemble des pays partenaires s'établit à 489,2 milliards de FCFA contre 390,4 milliards de FCFA en 2012, soit une aggravation de 98,8 milliards de FCFA.

La balance excédentaire de 172,6 milliards de FCFA en 2012 avec les pays de l'UEMOA passe à 188,8 milliards de FCFA en 2013.

L'excédent commercial avec les pays de la CEDEAO en 2013 s'établit à 244,0 milliards de FCFA contre 196,8 milliards de FCFA en 2012. Ces évolutions reflètent les efforts déployés par le secteur privé togolais pour acquérir des parts de marché dans la sous-région ouest africaine.

III.2. Balance des paiements

III.2.1. Estimations de la balance des paiements 2012

La balance des paiements du Togo enregistrerait en 2012, un solde déficitaire de 17,3 milliards de FCFA résultant d'un déficit courant de 190,4 milliards de FCFA et d'un excédent de flux nets de capitaux de 173,1 milliards de FCFA.

III.2.1.1. Balance courante

Le déficit courant s'accroîtrait de 29,6 milliards de FCFA par rapport à l'année 2011 en raison notamment de la dégradation des balances des biens et des transferts courants.

La détérioration de 147,2 milliards de FCFA de la balance des biens serait consécutive à la hausse de 193,6 milliards de FCFA des importations atténuée par celle de 46,4 milliards de FCFA des exportations.

L'augmentation des exportations serait favorisée notamment par :

- la hausse des exportations de phosphate en liaison, d'une part, avec l'amélioration de la production suite à la rénovation partielle des équipements de la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) et, d'autre part, avec l'amélioration du prix de vente (+30,2%) ;
- l'accroissement des ventes de coton consécutivement à la hausse de la production liée au regain d'engouement des producteurs pour cette culture ;
- la progression des exportations de ciments en rapport avec l'accroissement de la production suite à l'entrée en production de la cimenterie DIAMOND CEMENT ;
- l'amélioration des exportations de divers produits des industries manufacturières notamment celles de la zone franche industrielle.

La progression des importations de biens serait due principalement à :

- la hausse de la facture pétrolière, en liaison, avec l'augmentation de la demande intérieure et l'appréciation de 7,6% du dollar par rapport au franc CFA ;
- l'accroissement des achats de biens intermédiaires dans le cadre notamment de la poursuite du programme de réhabilitation des infrastructures routières ;
- à la hausse des achats de biens d'équipement surtout dans le cadre de :
  - ✓ la modernisation des équipements du Port Autonome de Lomé (PAL), principalement, la construction d'un troisième quai et d'une nouvelle darse ;
  - ✓ la rénovation de l'Aéroport International GNASSINGBE Eyadéma de Lomé (AIGE) ;
  - ✓ la poursuite des travaux de rénovation des équipements de production de la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) ;
  - ✓ la mise en place des équipements de production des sociétés SCANTOGO MINES et POMAR TOGO respectivement dans les filières « clinker » et « marbre ».

La balance des services s'améliorerait de 58,8 milliards de FCFA suite notamment au dynamisme de l'activité portuaire atténuée par la hausse du coût du fret consécutive à celle des importations de biens.

La balance des revenus s'établirait à 107,7 milliards de FCFA en 2012 contre -11,4 milliards de FCFA en 2011.

Le **solde excédentaire des transferts courants** s'établirait à 111,0 milliards de FCFA en 2012, en baisse de 60,3 milliards de FCFA par rapport au niveau de l'année 2011 du fait de la contraction des dons reçus par l'Administration publique.

Dans ce contexte, le solde courant hors dons de la balance des paiements rapporté au PIB courant se situerait à -9,6% contre -9,1% en 2011.

III.2.1.2. Compte de capital et d'opérations financières

Le **solde du compte de capital et d'opérations financières** ressortirait à 173,1 milliards de FCFA en 2012 en détérioration de 19,5 milliards de FCFA par rapport aux 192,5 milliards de FCFA de 2011.

Cette évolution résulterait notamment de l'effet conjugué de :

- la baisse de 24,0 milliards de FCFA des dons projets à mobiliser par l'administration publique dans le cadre du programme d'investissement public ;
- la baisse de 0,9 milliards de FCFA des investissements directs étrangers ;

- la hausse de 4,5 milliards de FCFA des prêts dans le cadre du financement des activités du secteur privé.

III.2.2. Estimations de la balance des paiements 2013

La balance des paiements du Togo enregistrerait en 2013, un solde excédentaire de 33,8 milliards de FCFA résultant d'un déficit courant de 181,4 milliards de FCFA et d'un excédent de flux nets de capitaux de 215,2 milliards de FCFA.

III.2.2.1. Balance courante

Le déficit courant s'améliorerait de 9,1 milliards de FCFA par rapport à l'année 2012, en raison notamment de l'amélioration des soldes de la balance des biens et des services.

La détérioration de 46,2 milliards de FCFA du solde déficitaire des biens résulterait de l'effet conjugué de la hausse de 85,6 milliards de FCFA des importations et celle de 39,4 milliards de FCFA des exportations.

La progression des exportations serait impulsée notamment par les transactions sur le clinker et divers produits des industries manufacturières.

L'augmentation des importations de biens serait due principalement à :

- l'augmentation des importations des produits alimentaires, des autres biens de consommation et des produits pétroliers ;

- la progression des achats de biens d'équipement dans le cadre notamment des travaux de modernisation des équipements portuaires, aéroportuaires et hôteliers ainsi que de l'achèvement de la mise en place des équipements de production des sociétés du secteur extractif notamment dans les filières « phosphates », « clinker » et « marbre ».

La balance des services s'améliorerait de 22,8 milliards de FCFA suite notamment au dynamisme de l'activité portuaire atténuée par la hausse du coût du fret consécutive à celle des importations de biens.

L'excédent des revenus s'est détérioré s'établissant à 105,5 milliards de FCFA en 2013 contre 107,7 milliards de FCFA en 2012 en liaison principalement avec la hausse des intérêts dus au titre de la dette publique extérieure.

Le **solde excédentaire des transferts courants** s'établirait à 145,7 milliards de FCFA en 2013, en amélioration de 34,7 milliards de FCFA par rapport au niveau de 2012, suite à un accroissement des envois de fonds des travailleurs migrants.

Dans ce contexte, le solde courant hors dons de la balance des paiements rapporté au PIB courant se situerait à -8,8% contre -9,6% en 2012.

III.2.2.2. Compte de capital et d'opérations financières

Le **solde du compte de capital et d'opérations financières** serait de 215,2 milliards de FCFA en 2013 contre 173,1 milliards de FCFA en 2012, soit une progression de 42,1 milliards de FCFA.

Cette évolution résulterait notamment de l'effet conjugué de :

- la baisse de 6,1 milliards de FCFA des dons projets à mobiliser par l'administration publique dans le cadre du programme d'investissement public ;
- la baisse de 6,4 milliards de FCFA des investissements directs étrangers ;
- la hausse de 24,1 milliards de FCFA des prêts dans le cadre du financement des activités du secteur privé.

	2011	2012	2013
BALANCE COMMERCIALE	**-273,7**	**-420,9**	**-467,1**
Exportations Biens (fob)	553,5	600,0	639,3
Importations Biens (fob)	-827,2	-1020,8	-1106,5
Services nets	**-47,0**	**11,8**	**34,6**
Revenus nets	**-11,4**	**107,7**	**105,5**
Transferts courants	171,3	111,0	145,7
BALANCE COURANTE	**-160,8**	**-190,4**	**-181,4**
Compte de capital et d'opérations financières	**192,5**	**173,1**	**215,2**
Compte de capital	64,3	117,2	114,0
Compte des opérations financières	128,3	55,9	101,2
Solde global	**31,7**	**-17,3**	**33,8**

Source : BCEAO

IV. SECTEUR MONÉTAIRE

Comparée à fin décembre 2012, la situation monétaire à fin décembre 2013 est caractérisée par une amélioration de 33,8 milliards de FCFA de la position extérieure nette et un renforcement du crédit intérieur de 39,7 milliards de FCFA. En contrepartie, la masse monétaire s'est consolidée de 72,6 milliards de FCFA.

IV.1. Avoirs extérieurs nets

A fin décembre 2013, les avoirs extérieurs nets (AEN) des institutions financières se chiffrent à 307,6 milliards de FCFA, dont 98,4 milliards de FCFA pour la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et 209,3 milliards de FCFA pour les

banques commerciales. Comparé au niveau de décembre 2012, les AEN ont progressé de 12,4%. Cet accroissement est imputable à l'amélioration de la position extérieure nette des institutions financières.

En effet, les AEN de la Banque Centrale ont enregistré une hausse de 28,5% par rapport à fin décembre 2012 pour s'établir à 98,4 milliards de FCFA. Cette hausse est consécutive à l'accroissement de 20,2 milliards de FCFA des avoirs extérieurs bruts, notamment la position créditrice en disponibilités extérieures, et au repli de 1,6 milliard de FCFA des engagements extérieurs.

Les AEN des banques commerciales se sont, pour leur part, accrus de 12,0 milliards de FCFA en passant de 197,2 milliards de FCFA à fin décembre 2012 à 209,3 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution résulte de l'augmentation des avoirs extérieurs bruts (+46,1 milliards de FCFA) et de la progression des engagements extérieurs.

IV.2. Crédit intérieur

A la fin des douze mois de 2013, l'encours du crédit intérieur est ressorti à 771,2 milliards de FCFA, en progression de 5,4% par rapport à fin décembre 2012. Cette hausse résulte de l'accroissement des concours au secteur privé et de l'amélioration de la Position Nette du Gouvernement.

IV.2.1. Position nette du gouvernement

La Position Nette du Gouvernement s'est améliorée, passant de 129,7 milliards de FCFA à fin décembre 2012 à 80,6 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution découle de :

- la progression des créances de l'Etat sur le système bancaire, notamment les dépôts publics dans les livres de la Banque Centrale (+34,7 milliards de FCFA) et dans les banques commerciales (+27,3 milliards de FCFA) ;
- l'amortissement de 5,1 milliards de FCFA au titre des concours adossés aux allocations de DTS ;
- l'augmentation de 14,0 milliards de FCFA des concours des banques commerciales à l'Etat ;
- la diminution de 2,0 milliards de FCFA des encaisses du Trésor en billets et pièces.

IV.2.2. Crédits à l'économie

Les crédits à l'économie se sont accrus de 14,8% par rapport à fin décembre 2012 et se chiffrent à 690,6 milliards de FCFA à fin décembre 2013. Cette augmentation est

induite par la hausse des crédits ordinaires[4] (+86,4 milliards de FCFA) et des crédits de campagne (+2,38 milliards de FCFA).

Les crédits ordinaires se sont consolidés de 86,4 milliards de FCFA, en passant de 601,8 milliards de FCFA à fin décembre 2012 à 688,2 milliards de FCFA douze mois plus tard. La hausse de 14,4% des crédits ordinaires est liée à la progression des crédits à court terme (+11,4%) et des crédits à long et moyen termes (+19,2%) qui se chiffrent respectivement à 383,3 milliards de FCFA et 307,3 milliards de FCFA.

Les crédits de campagne se chiffrent à 2,4 milliards de FCFA contre 0,02 milliard de FCFA à fin décembre 2012.

Cette hausse du financement a essentiellement profité aux secteurs des « bâtiments et travaux publics », du « commerce de gros et de détail, restaurants et hôtels », des « transports, entrepôts et communications », et des « activités industrielles ».

IV.3. Masse monétaire

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire enregistre, au terme de l'année 2013, une augmentation de 8,0% par rapport à fin décembre 2012 et s'établit à 978,2 milliards de FCFA. Cette progression se traduit par l'accroissement des dépôts en banques pour 68,8 milliards de FCFA (+9,4%), des dépôts en CCP pour 3,7 milliards de FCFA (+35,4%) et de la circulation fiduciaire pour 0,1 milliard de FCFA (+0,1%).

V. DETTE PUBLIQUE

L'encours de la dette publique totale (intérieure et extérieure) est passé de 907,9 milliards de FCFA à fin décembre 2012 à 1.020,6 milliards de FCFA à fin décembre 2013 enregistrant une hausse de 12,4%.

V.1. Dette extérieure

Au terme de l'année 2013, l'encours de la dette extérieure totale se chiffre à 343,7 milliards de FCFA, représentant 33,7% du portefeuille de la dette totale. L'encours de la dette extérieure totale est en hausse de 23,3% par rapport à fin décembre 2012, sous l'effet combiné des paiements, des tirages et des fluctuations des principales devises de libellé des prêts.

L'encours de la dette multilatérale se chiffre à 196,8 milliards de FCFA à fin décembre 2013 contre 164,1 milliards de FCFA au 31 décembre 2012, soit une progression de 19,9%. Cette augmentation s'explique par l'effet combiné des paiements, des tirages et des fluctuations des principales devises de libellé des prêts, et

[4] Les crédits ordinaires représentent les crédits à l'économie autre que les crédits de campagne.

surtout des tirages effectués sur les emprunts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).

Il n'y a eu ni arriéré de paiements du principal, ni arriéré de paiements des intérêts au cours du quatrième trimestre 2013 tout comme au quatrième trimestre 2012.

Pour les opérations en cours, les montants acquittés au titre du principal et des intérêts au cours du quatrième trimestre 2013 se chiffrent respectivement à 3,5 milliards de FCFA et 3,3 milliards de FCFA contre respectivement 7,0 milliards de FCFA et 1,9 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2012.

Les engagements et les tirages s'élèvent respectivement à 10,4 milliards de FCFA et 30,9 milliards de FCFA au cours de la période contre respectivement 108,2 milliards de FCFA et 11,1 milliards de FCFA à la même période de 2012.

L'encours de la dette bilatérale a régressé de 17,8% par rapport à fin décembre 2012 et se chiffre à 29,5 milliards de FCFA, soit une diminution de 6,4 milliards de FCFA due essentiellement aux paiements effectués au cours de la période sous revue.

Il n'y a eu ni arriéré de paiements du principal, ni arriéré de paiements des intérêts au cours de la période tout comme un an plus tôt.

Au cours de la période sous revue, il n'y a eu ni rééchelonnement, ni annulation de dettes tout comme au quatrième trimestre 2012. Les engagements et les tirages se sont chiffrés à 11,9 milliards de FCFA et 1,6 milliard de FCFA contre respectivement zéro (0,0) FCFA et 1,2 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2012. Les montants acquittés au titre du principal et des intérêts au cours du quatrième trimestre 2013 se chiffrent respectivement à 7,9 milliards de FCFA et 1,2 milliard de FCFA contre respectivement 4,0 milliards de FCFA et 2,3 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2012.

L'encours de la dette éligible au Club de Paris est de 6,6 milliards de FCFA contre 14,4 milliards de FCFA à fin décembre 2012. La baisse de 54,2% résulte essentiellement des paiements effectués envers la Belgique et la France au cours de la gestion.

Le montant total des arriérés de paiements à fin décembre 2013 est nul tout comme un an plus tôt.

L'encours de la dette due aux créanciers du Club de Londres est de 117,4 milliards de FCFA contre 78,8 milliards de FCFA à fin décembre 2012, soit une hausse de 38,6 milliards de FCFA. Cette augmentation s'explique par les décaissements effectués par EXIMBANK de Chine et EXIMBANK de l'Inde dans le cadre de la construction des infrastructures routières, électriques et aéroportuaires d'une part, et par la prise en compte de la créance de GDF-SUEZ d'autre part.

V.2. Dette intérieure

L'encours de la dette intérieure, à fin décembre 2013, s'élève à 676,9 milliards de FCFA contre 629,2 milliards de FCFA à fin décembre 2012, soit une hausse de 7,6% due à l'effet combiné des remboursements, des emprunts obligataires, des tirages et remboursements des bons du Trésor et la prise en compte des dettes des sociétés d'Etat en liquidation.

L'encours de la dette intérieure à fin décembre 2013 comparé à un an plus tôt se présente comme suit :

- Dette commerciale : 35,3 milliards de FCFA contre 35,7 milliards de FCFA ;
- Dette financière : 109,9 milliards de FCFA inchangée ;
- Dette sociale : 81,4 milliards de FCFA contre 91,2 milliards de FCFA ;
- Engagements et risques : 23,1 milliards de FCFA inchangés ;
- Passif de l'Etat (liquidation des entreprises d'Etat) : 60,8 milliards de FCFA contre 96,4 milliards de FCFA ;
- Dette conventionnelle (emprunts obligataires, bons du trésor, allocation DTS, prêts bancaires, titrisation créances douteuses des banques) : 366,4 milliards de FCFA contre 272,9 milliards de FCFA.

VI. ANALYSE DES CRITERES DU PACTE DE CONVERGENCE, DE STABILITE, DE CROISSANCE ET DE SOLIDARITE

Le pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA comporte huit (08) critères répartis en critères de premier rang et en critères de deuxième rang.

<u>Les critères de premier rang</u>

- Ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (critère-clé) : il devrait être supérieur ou égal à 0%.
- Taux d'inflation annuel moyen : il devrait être maintenu à 3% au maximum par an.
- Ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal: il ne devrait pas excéder 70%.
- Arriérés de paiements intérieurs et extérieurs : non-accumulation d'arriérés sur la gestion de la période courante.

Le respect des critères de premier rang permet de passer à la phase de stabilité.

Les critères de deuxième rang

- Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales : il ne devrait pas excéder 35%.
- Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales : il devrait atteindre au moins 20%.
- Ratio du déficit extérieur courant hors dons par rapport au PIB nominal : il ne devrait pas excéder 5%.
- Taux de pression fiscale : il devrait être supérieur ou égal à 17%.

VI.1. Critères de premier rang

VI.1.1. Solde budgétaire de base rapporté au PIB

Le solde budgétaire de base rapporté au PIB est de -3,1% en 2013 contre -3,0% en 2012. Cette dégradation s'explique essentiellement par les dépenses courantes qui ont fortement augmenté. Elles ont représenté l'équivalent de 22,0% du PIB en 2013 contre 18,1% en 2012.

VI.1.2. Taux d'inflation moyen

Le taux d'inflation en 2013 est de 1,8% contre 2,6% en 2012. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des prix observée au niveau des fonctions « *Produits alimentaires et boissons non alcoolisées », «Logement, eau, gaz, électricité, et autres combustibles»*, « Communications », « Enseignement », « Restaurants et hôtels » et *«Biens et services divers»* pour respectivement 0,6% 2,0%, 3,2%, 4,1%, 5,2% et 5,0%.

VI.1.3. Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal

Le taux d'endettement est de 49,7% en 2013 contre 45,6% en 2012. Cette évolution s'explique aussi bien par la hausse de la dette extérieure que par celle de la dette intérieure. L'encours de la dette extérieure totale est en hausse de 23,3% par rapport à fin décembre 2012, sous l'effet combiné des paiements, des tirages et des fluctuations des principales devises de libellé des prêts. Celui de la dette intérieure est en hausse de 7,6% due à l'effet combiné des remboursements, des emprunts obligataires, des tirages et remboursements des bons du Trésor et l'actualisation des dettes des sociétés en liquidation.

VI.1.4. Non accumulation d'arriérés de paiements sur la période de la gestion courante

La variation nette des arriérés de paiements passe de -0,2 milliard de FCFA en 2012 à 0,0 milliard de FCFA en 2013.

VI.2. Critères de deuxième rang

VI.2.1. Masse salariale sur recettes fiscales

Le ratio passe de 36,7% en 2012 à 32,4% en 2013. Cette performance s'explique par la hausse plus importante des recettes fiscales malgré les mesures prises par le gouvernement en faveur des travailleurs (intégration d'agents contractuels et mesures d'atténuation de la hausse du coût de la vie).

VI.2.2. Investissements financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales

Le ratio s'établit à 15,3% contre 21,6% en 2012 et traduit un ralentissement des efforts déployés par le gouvernement en matière d'investissements publics sur ressources propres malgré les efforts consentis dans la mobilisation des ressources internes en 2013.

VI.2.3. Solde extérieur courant hors dons sur PIB

Le ratio est de -11,1% en 2013 contre -11,4% en 2012. L'amélioration de ce solde s'expliquerait par les excédents enregistrés au niveau des soldes de revenus et des services et l'amélioration de la balance commerciale.

VI.2.4. Taux de pression fiscale

Le taux de pression fiscale s'établit à 19,6% en 2013 contre 16,5% en 2012. Cette situation s'explique par la forte progression des recettes fiscales en 2013, soit 23,1% par rapport à une hausse modérée du PIB nominal qui est due à la baisse des prix de produits vivriers et du phosphate.

Au total, le Togo a respecté trois critères de premier rang en 2013 : le critère de taux d'inflation, le critère de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapportés au PIB et celui de la variation des arriérés de paiements. Le critère clé, solde budgétaire de base rapporté au PIB n'a pas été respecté en raison notamment de l'augmentation des dépenses de base plus forte que celle des recettes.

Critères	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Critères de premier rang						
Solde budgétaire de base / PIB	-0,7	-1,3	*1,3*	-1,6	-3,0	-3,1
Taux d'inflation annuel moyen	8,7	*2,6*	*1,4*	3,6	*2,6*	*1,8*
Encours dette intérieure et extérieure / PIB	81,9	83,3	*46,7*	*47,1*	*45,6*	*49,7*
Variation d'arriérés de paiements	*-424,5*	*-10,3*	*-45,7*	*-1,5*	*-0,2*	*0,0*
Critères de deuxième rang						
Masse salariale / recettes fiscales	*33,3*	41,2	*33,5*	35,9	36,7	*32,4*
Investissements financés sur ressources internes / recettes fiscales	12,9	16,5	18,7	*23,4*	*21,6*	15,3
Solde extérieur courant hors dons officiels / PIB	-8,6	-8,2	-9,5	-11,4	-11,4	-11,1
Taux de pression fiscale	14,9	15,3	15,7	16,4	16,5	*19,6*

CONCLUSION

L'environnement économique international a été marqué en 2013 par une lenteur de la reprise économique dans la Zone euro, une décélération de la croissance aux Etats Unis et dans les pays émergents et en développement.

Au total, la croissance de l'économie mondiale reste faible en 2013. Le taux de croissance est de 2,9%, en recul de 0,3% par rapport à 2012. Cette croissance devrait s'améliorer en 2014. Elle serait de 3,6% en termes réels, soutenue par un regain de l'activité économique dans les pays avancés.

Au plan national, l'activité économique a connu une décélération en 2013 malgré la poursuite de l'exécution des projets d'appui au secteur agricole à travers le PNIASA et la mise en œuvre de la politique des grands travaux de renforcement des infrastructures économiques. Le PIB réel enregistre une hausse de 5,1% en 2013 contre 5,8% en 2012. Cette décélération de la croissance s'explique notamment par les contre-performances de l'agriculture vivrière et du coton dont la production a été contrariée par de mauvaises conditions pluviométriques.

En perspective, une accélération de l'activité économique est attendue au cours de l'année 2014. Le taux de croissance du PIB réel ressortirait à 6,0%, en raison d'un rebond au niveau de l'agriculture sous l'hypothèse de conditions météorologiques favorables et de la poursuite de l'exécution des projets du PNIASA. La croissance serait également soutenue par le regain d'activités dans le secteur secondaire, sous l'effet des performances de l'industrie manufacturière, des unités de production minières et des BTP.

Toutefois, la réalisation de cette performance reste liée à la maîtrise du principal facteur de risque qu'est la vulnérabilité du Togo aux aléas climatiques et aux chocs exogènes extérieurs. La mise en place de mesures visant à renforcer l'offre d'énergie électrique demeure également un défi important à relever.